

## Séminaire « Enquêtes marxistes sur le capitalisme contemporain »

### 6<sup>e</sup> séance – Comprendre l'impérialisme et ses transformations

#### 1. Rosa Luxemburg, extrait de *L'Accumulation du capital*

Cependant, qui sont ces nouveaux consommateurs ? Qui paie en dernier ressort l'emprunt international, qui réalise la plus-value des entreprises capitalistes fondées avec ces emprunts ? L'histoire de l'Égypte et de la Turquie fournit une réponse classique à cette question.

L'histoire de l'Égypte dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est caractérisée par trois faits saillants : la création d'entreprises capitalistes modernes de grande envergure, l'accroissement inouï de la dette publique et l'effondrement de l'économie paysanne. En Égypte, le servage s'est maintenu jusqu'à l'époque moderne [...]. Mais, précisément cette situation primitive offrait un terrain extrêmement favorable pour les opérations du capital européen. D'un point de vue économique, il suffisait de créer les conditions nécessaires à une économie fondée sur le capital. Pour ce faire, on fit jouer directement l'autorité de l'État, et Méhemet Ali, le créateur de l'Égypte moderne, employa jusqu'aux années 1830 une méthode d'une simplicité patriarcale : chaque année, il « achetait » aux fellahs, au nom de l'État, leur récolte entière, pour leur revendre au prix fort le minimum nécessaire à leur subsistance et à l'ensemencement des terres. Par ailleurs, il faisait venir du coton des Indes, de la canne à sucre d'Amérique, de l'indigo et du poivre et prescrivait aux fellahs, au nom de l'État, la quantité qu'ils devaient planter, le coton et l'indigo étant déclarés monopoles d'État, ne pouvant donc être vendus qu'à l'État, et rachetés également par l'État.

C'est par de telles méthodes que le commerce fut introduit en Égypte. Sans doute Méhemet Ali contribua-t-il grandement à l'augmentation de la productivité du travail : il fit remettre en état les anciennes canalisations, creuser des puits et surtout il entreprit la construction du grand barrage de Kalioub sur le Nil, le premier de la série des grandes entreprises capitalistes en Égypte. Celles-ci comprirent par la suite quatre grands secteurs : il y eut en premier lieu les travaux de canalisation, parmi lesquels le barrage de Kalioub, qui fut construit entre 1845 et 1853, et coûta 50 millions de marks, sans compter le travail gratuit des paysans - mais se révéla d'abord inutilisable ; ensuite des voies de circulation, dont la plus importante, le canal de Suez, devait avoir des conséquences fatales pour l'histoire de l'Égypte ; puis l'introduction de la culture du coton et de la canne à sucre. Avec la construction du canal de Suez, l'Égypte s'était déjà mise sous la dépendance du capital européen, bientôt elle lui fut livrée pieds et poings liés. Le capital français fut le premier, suivi par le capital anglais ; la concurrence des deux pays se poursuivit pendant les vingt années suivantes à travers tous les désordres et les troubles intérieurs de l'Égypte.

Les opérations du capital français, qui finança la construction du barrage inutilisable sur le Nil ainsi que le percement du canal de Suez, offraient peut-être l'exemple le plus curieux de l'accumulation du capital européen aux dépens de la situation primitive de l'Égypte. Pour prix des bienfaits de ce canal, qui devait détourner d'Égypte tout le commerce d'Europe et d'Asie et diminuer sensiblement la participation égyptienne à ce commerce, le pays s'engageait tout d'abord à fournir pendant des années le travail gratuit de 20 000 serfs, et ensuite à acheter pour 70 millions de marks d'actions, soit 40 % du capital total de la Compagnie de Suez. Ces 70 millions constituèrent le noyau de l'énorme dette égyptienne qui, vingt ans plus tard, entraîna l'occupation militaire du pays par l'Angleterre. On introduisit un bouleversement soudain dans les méthodes d'irrigation : on remplaça par des pompes à vapeur les antiques « sakias », c'est-à-dire les norias actionnées par des bœufs [...]. A présent, des bateaux à vapeur modernes assuraient la circulation sur le Nil entre Le Caire et Assouan.

Le changement le plus profond dans la situation économique de l'Égypte fut produit par la culture du coton. A la suite de la guerre de Sécession américaine et de la disette anglaise de coton, qui avaient fait

monter le prix du kilo de 60 ou 80 pfennigs à 4 ou 5 marks, l'Égypte s'empressa à son tour de cultiver le coton. Tout le monde en plantait, mais surtout la famille du vice-roi. Le vice-roi sut agrandir rapidement ses propriétés, soit par le pillage pratiqué sur une grande échelle, soit par la confiscation, par l'« achat », forcé ou par le vol pur et simple. D'innombrables villages devinrent brusquement propriété du vice-roi sans que personne sût expliquer le fondement légal de tels actes. En un temps incroyablement court, cet ensemble immense de domaines devait être transformé en plantations de coton, ce qui bouleversa entièrement toute la technique de l'agriculture égyptienne traditionnelle. On construisit des digues pour protéger les champs de coton des crues périodiques du Nil, en même temps on introduisait un système d'irrigation artificielle abondante et régulière. Ces travaux, ainsi que le labourage continu en profondeur, [...] enfin le travail intensif au moment de la récolte - tout cela posait des exigences énormes à la main-d'œuvre égyptienne.

Celle-ci était encore constituée par les paysans astreints à la corvée, et l'État s'arrogeait le droit d'en disposer sans réserve. Les fellahs étaient déjà employés de force par milliers à la construction du barrage de Kalioub et du canal de Suez ; à présent ils étaient occupés à la construction de digues et de canaux, et à des travaux de culture dans les propriétés du vice-roi. Le Khédive avait maintenant besoin pour lui-même des 20 000 serfs qu'il avait mis à la disposition de la Compagnie de Suez, d'où le premier conflit avec le capital français. Une sentence d'arbitrage de Napoléon III attribua à la Compagnie de Suez un dédommagement de 67 millions de marks ; le Khédive accepta cette sentence d'autant plus volontiers qu'il pouvait extorquer la somme à ces mêmes fellahs qui étaient l'objet du conflit. On entreprit donc les travaux de canalisation. On commanda en Angleterre et en France un grand nombre de machines à vapeur, de pompes centrifuges et de locomotives. Par centaines, ces machines étaient expédiées d'Angleterre [...].

L'Égypte eut brusquement besoin d'une troisième sorte de machines : des appareils à égrener et des presses à emballer le coton. Par douzaines, les installations furent dressées dans les villes du delta. [...] L'année suivante [1865] Ismaïl Pacha se lança dans une nouvelle spéculation : la production de la canne à sucre. Le travail forcé des fellahs devait faire concurrence aux États du Sud de l'Union où l'esclavage avait été aboli. Pour la seconde fois, il y eut une révolution dans l'agriculture égyptienne. Les capitalistes français et anglais trouvèrent un nouveau champ d'accumulation rapide. En 1868 et 1869, l'Égypte commanda dix-huit énormes fabriques de sucre, capables de produire chacune 200 000 kilos de sucre par jour, quatre fois plus que les installations connues jusqu'alors. Six d'entre elles furent commandées en Angleterre, douze en France.

Cependant, à cause de la guerre franco-allemande, on repassa la plus grande partie de la commande à l'Angleterre. [...] Bientôt il y eut un problème de transport : il fallut bientôt construire autour de chaque fabrique pour y amener les masses de canne à sucre, un réseau de chemins de fer, des rails mobiles, des lignes de câbles volants, des locomotives pour routes. Ces commandes énormes furent passées au capital anglais. En 1872, on ouvrit la première fabrique géante. Provisoirement, 4 000 chameaux pourvoient au transport de la canne à sucre. Mais on vit bientôt qu'il était impossible de livrer la quantité de canne nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Le personnel était tout à fait incompetent, le fellah, habitué au travail forcé, ne pouvait pas être transformé à coups de fouet en ouvrier moderne. L'entreprise s'effondra, avant que beaucoup de machines commandées ne fussent même installées. Avec la spéculation sur le sucre se termine en 1873 l'ère des grandes entreprises capitalistes en Égypte. [...]

Qui fournit le capital pour ces entreprises ? Les emprunts internationaux. En treize ans, depuis la mort de Saïd Pacha, la dette publique était passée de 3 293 000 livres sterling à 94 110 000 livres sterling, c'est-à-dire environ 2 milliards de marks. La faillite était à la porte. Au premier regard ces opérations financières semblent le comble de l'absurdité. Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. On paie les énormes commandes industrielles faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français. Mais en réalité, bien que tout le monde en Europe soupirât et déplorât la gestion insensée d'Ismaïl, le capital européen réalisa en Égypte des bénéfices sans précédent [...]. Et surtout chaque emprunt était l'occasion d'une opération

usuraires qui rapportait aux banquiers européens 1/5 et même 1/3 ou davantage de la somme prétendument prêtée.

Ces bénéficiaires usuraires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Égypte qui devait les livrer, et la source en était le fellah égyptien. C'est l'économie paysanne qui livrait en dernier ressort tous les éléments des gigantesques entreprises capitalistes. Elle fournissait la terre, puisque les soi-disant propriétés du khédive, acquises aux dépens des villages grâce au pillage et au chantage, avaient pris des proportions immenses depuis quelque temps ; elles étaient la base des plans de canalisation, des plantations de coton et de sucre. L'économie paysanne fournissait également une main-d'œuvre gratuite, qui devait en outre pourvoir à ses propres frais d'entretien pendant tout le temps de son exploitation. Les miracles techniques créés par les ingénieurs européens et les machines européennes dans le secteur des canalisations, des transports, de l'agriculture et de l'industrie égyptiennes étaient réalisés grâce au travail forcé des paysans. Des masses énormes de paysans travaillaient au barrage de Kalioub et au canal de Suez, à la construction de chemins de fer et de digues, dans les plantations de coton et dans les sucreries ; ils étaient exploités sans bornes selon les besoins du moment et passaient d'un travail à l'autre. [...]

En outre l'économie paysanne ne fournissait pas seulement la terre et la main-d'œuvre, mais aussi l'argent, par l'intermédiaire du système fiscal. Sous l'influence de l'économie capitaliste, les impôts extorqués aux petits paysans devenaient de plus en plus lourds. [...] On raconte qu'en 1879 10 000 fellahs moururent de faim au nord de Siout faute de se procurer l'argent nécessaire pour payer la taxe sur l'irrigation de leurs champs et qu'ils avaient tué leur bétail pour éviter de payer l'impôt. On avait maintenant saigné à blanc le fellah. L'État égyptien avait rempli sa fonction de collecteur d'argent au service du capital européen, on n'avait plus besoin de lui. Le Khédive Ismaïl fut congédié. Le capital pouvait maintenant liquider les opérations.

En 1875 l'Angleterre avait racheté 172 000 actions du canal de Suez pour 80 millions de marks, pour lesquelles l'Égypte devait encore 360 000 livres égyptiennes d'intérêts. [...] Mais plus la situation financière paraissait désespérée et sans issue, plus s'avançait irrémédiablement le moment où le pays entier devait devenir la proie du capital européen, ainsi que toutes ses forces productives. En octobre 1878, les représentants des créanciers européens abordèrent à Alexandrie. Le capital français et le capital anglais procédèrent à un double contrôle des finances. Puis, au nom de ce double contrôle, on introduisit de nouveaux impôts, les paysans furent battus et opprimés, de telle sorte que les paiements des intérêts partiellement suspendus en 1876 purent être repris en 1877.

C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier. En 1878, on constitua une nouvelle commission et un ministère à moitié européen. En 1879, les finances égyptiennes furent soumises à un contrôle permanent du capital européen, représenté par la Commission de la Dette Publique égyptienne au Caire. En 1878 les Tshifliks, c'est-à-dire les terres de la famille du vice-roi, d'une superficie de 451 000 acres, furent transformés en domaine de l'État et hypothéqués aux capitalistes européens en garantie de la dette d'État. Il en fut de même des terrains de Daira appartenant au Khédive, situés pour la plupart en Haute Égypte et comprenant 85 131 acres ; ils furent par la suite vendus à un consortium. Quant aux autres grandes propriétés privées, elles passèrent aux mains des sociétés capitalistes, notamment à la Compagnie de Suez. Les domaines ecclésiastiques des mosquées et des écoles furent réquisitionnés par l'Angleterre pour couvrir les frais de son occupation. On n'attendait plus qu'un prétexte pour le coup final : il fut fourni par la rébellion de l'armée égyptienne, affamée par le contrôle financier européen, tandis que les fonctionnaires européens touchaient des salaires énormes, et par une révolte, machinée de l'extérieur, de la population d'Alexandrie qui était saignée à blanc. En 1882, l'armée anglaise occupa l'Égypte pour ne plus en sortir. La soumission du pays était l'aboutissement des opérations gigantesques du capital en Égypte depuis vingt ans, et la dernière étape de la liquidation de l'économie paysanne égyptienne par le capital européen. On se rend compte ici que la transaction apparemment absurde entre le capital prêté par les banques européennes et le capital industriel européen se fondait sur un rapport très rationnel et très sain du point de vue de l'accumulation capitaliste, bien que les commandes égyptiennes fussent

payées par le capital emprunté et que les intérêts d'un emprunt fussent couverts par le capital de l'autre emprunt. Si l'on fait abstraction de tous les échelons intermédiaires qui masquent la réalité, on peut ramener ce rapport au fait que l'économie égyptienne a été engloutie dans une très large mesure par le capital européen. D'immenses étendues de terres, des forces de travail considérables et une masse de produits transférés à l'État sous forme d'impôts, ont été finalement transformés en capital européen et accumulés. Il est évident que cette transaction qui fit s'accomplir en deux ou trois décennies une évolution historique qui eût duré des siècles dans des circonstances normales, ne fut rendue possible que par le fouet. C'est précisément l'état primitif de l'organisation sociale égyptienne qui offrait au capital européen cette base d'opérations incomparable pour son accumulation. À côté de l'accroissement incroyable du capital, le résultat économique en est la ruine de l'économie paysanne en même temps que le développement des échanges commerciaux obtenu au prix d'une exploitation intensive des forces productives du pays. [...] En Égypte comme en Chine ou plus récemment au Maroc, on découvre comme agent d'exécution de l'accumulation le militarisme caché derrière les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les travaux de canalisation et autres ouvrages de civilisation. Pendant que les pays orientaux évoluent avec une hâte fiévreuse de l'économie naturelle à l'économie marchande et de celle-ci à la production capitaliste, ils sont dévorés par le capital européen, car ils ne peuvent s'engager dans cette transformation révolutionnaire sans se livrer à lui pieds et poings liés.

## **2. Lénine, extrait de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916)**

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2)

fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financiers, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement économique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion d'économistes bourgeois, obligés de reconnaître les faits établis, absolument indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. C'est dans le même but que nous avons produit des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi s'est exprimé exactement la transformation de la quantité en qualité, le passage du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles ; qu'il serait absurde de discuter, par exemple, sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration "définitive" de l'impérialisme.

Mais là où il faut discuter sur la définition de l'impérialisme, c'est surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914. Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une "phase" ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que "préfère" le capital financier, et en spécifiant qu'on ne saurait "identifier" l'impérialisme avec le "capitalisme contemporain", que s'il faut entendre par impérialisme "tous les phénomènes du capitalisme contemporain", -cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale, alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à "la plus plate tautologie", car alors, "il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme", etc. Nous ne saurions mieux exprimer la pensée de Kautsky qu'en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky est celle-ci : « *L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'a chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions agraires toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les peuplent* ». Cette définition ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (d'ailleurs importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant, de façon arbitraire et inexacte, au seul capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et inexacte, l'annexion des régions agraires.

L'impérialisme est une tendance aux annexions : voilà à quoi se réduit la partie politique de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'aspect économique de la question, cet aspect que Kautsky introduit lui-même dans sa définition. Les inexactitudes de la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce n'est point le capital

industriel, justement, mais le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital financier, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car premièrement, le partage du monde étant achevés, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires - non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.).

### **3. Samir Amin, extrait de l'article « Le commerce international et les flux internationaux de capitaux » (publié en 1970 dans la revue *L'Homme et la société*)**

L'échange international change de nature avec le capitalisme devenu système mondial. Pour la première fois dans l'Histoire on peut parler véritablement de spécialisation internationale, c'est-à-dire d'échange de produits dont la valeur au sens marxiste est connue. Or, la conquête du monde par le centre capitaliste est passée par des étapes qui ont chacune ses caractéristiques propres auxquelles correspondent des modes également propres de spécialisation internationale entre le centre et la périphérie.

La préhistoire du capitalisme, l'époque du capital mercantile qui s'étend des grandes découvertes (XVI<sup>ème</sup> siècle) à la révolution industrielle (XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles), assigne à la périphérie (essentiellement l'Amérique et l'Afrique, plus tard l'Inde anglaise) des fonctions spécifiques. Le capitalisme sous sa forme achevée (industrielle) ne pourra s'épanouir que par la rencontre exceptionnelle fortuite d'éléments épars du mode de production capitaliste : l'un de ces éléments est la concentration de la fortune mobilière, l'autre la prolétarisation. Si ce second élément apparaît comme le résultat de la désintégration interne du monde de production féodal de l'Europe, l'échange international entre le centre capitaliste en formation d'une part, sa périphérie et les formations sociales indépendantes mises en contact avec lui d'autre part et le pillage de la périphérie jouera un rôle essentiel dans la constitution de la fortune mobilière nécessaire au passage à l'étape suivante. Ici l'Amérique fournira d'abord brutalement par le pillage le trésor d'or et d'argent. Le commerce lointain va se perpétuer à cette étape, mais changer peu à peu de caractère. Il permettra d'abord la fortune des marchands des ports de l'Océan : hollandais, anglais et français. Puis sera organisée, au profit de ce commerce, la mise en valeur de plantations en Amérique, laquelle exigera la traite des esclaves, dont le rôle dans le développement du capitalisme est essentiel. Qu'il s'agisse là de modes d'accumulation primitive, cela est évident. Que des modes d'accumulation primitive se soient perpétués par la suite, dans les formes nouvelles de la spécialisation internationale, cela paraît si peu évident que nous croyons devoir insister très fortement sur cette idée.

C'est que de la révolution industrielle à la conquête du monde (1880-1900), il se passe un siècle qui ressemble à une pause : les formes anciennes (traite des esclaves, pillage du nouveau monde) disparaissent peu à peu ; les formes nouvelles (l'économie « de traite » et l'exploitation des minerais) ne prennent forme que lentement. On a l'impression que l'Europe et les États-Unis se retranchent pour un siècle sur eux-mêmes, pour accomplir la grande œuvre : le passage des formes préhistoriques du capitalisme à sa forme industrielle achevée. Le commerce qui persiste à cette époque paraît d'ailleurs « égal » : les produits sont échangés à leur valeur (plus exactement à leurs prix de production au sens marxiste) ; les rémunérations du travail au centre sont très basses, et tendent à être réduites aux « subsistances » ; les termes de l'échange produits d'outre-mer contre produits anglais manufacturés évoluent d'ailleurs dans une direction conforme à la règle de l'échange égal comme on l'a vu. [...]

L'impérialisme au sens léniniste fait son apparition lorsque les possibilités du développement capitaliste, par l'achèvement de la première révolution industrielle en Europe et en Amérique du nord, viennent à s'épuiser. Une nouvelle extension géographique du domaine du capitalisme s'impose alors. La périphérie, dans sa forme contemporaine, se constitue alors à l'ombre de la conquête coloniale. Cette

conquête met à nouveau en contact mais dans des formes nouvelles des formations sociales différentes : celles du capitalisme central et celles du capitalisme périphérique en voie de constitution. Le mécanisme de l'accumulation primitive au bénéfice du centre prend à nouveau forme. Le propre de l'accumulation primitive par opposition à la reproduction élargie normale c'est précisément l'échange inégal, c'est-à-dire l'échange de produits de valeur inégale (plus exactement dont les prix de production au sens marxiste sont inégaux). Cela signifie que désormais la rémunération du travail va devenir inégale. Elle le devient effectivement à partir de cette époque. Cette nouvelle « spécialisation internationale » constituera le fondement et de l'échange des marchandises (« produits de base contre produits manufacturés » dans une description superficielle, exacte en première approximation seulement) et du mouvement des capitaux (car l'épuisement des possibilités de la première révolution industrielle coïncide avec la constitution des monopoles, sur lesquels Lénine insistera, qui rendent cette exportation de capital possible). C'est le mérite de Rosa Luxemburg d'avoir signalé ces mécanismes contemporains de l'accumulation primitive : au sens propre le « pillage du tiers monde ».

L'époque impérialiste elle-même se subdivise en deux périodes : de 1880 à 1945, et depuis. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le système colonial impose des formes « classiques » à la division internationale du travail. Les colonies fournissent les produits de « l'économie de trait » (les produits agricoles « tropicaux » fournis par les pays d'outre-mer) ; le capital européen va s'investir dans l'économie minière et dans les secteurs « tertiaires » liés à cette mise en valeur coloniale (banque et commerce, chemins de fer et ports, dette publique, etc.) ; les centres développés fournissent les produits manufacturés de consommation. Qu'un tel système fût particulièrement appauvrissant pour la périphérie et qu'il dût conduire à un premier type de « blocage », cela nous paraît simple à démontrer. D'ailleurs, après une première période éblouissante mais courte de 1880 à 1914 le capitalisme va connaître l'une de ses époques parmi les plus stagnantes (l'entre-deux-guerres) : la militarisation et la guerre apparaîtront comme la seule solution.

Après la Seconde Guerre mondiale s'ouvre une nouvelle période de croissance éblouissante du capitalisme au centre, fondée sur la modernisation en profondeur de l'Europe de l'Ouest (marché commun, etc.) dont le décalage par rapport aux États-Unis s'était accentué pendant la guerre. En même temps les sujétions coloniales sont ébranchées. Outre-mer, la mise en place plus ou moins systématique d'ensembles industriels légers caractérise cette période : c'est la politique de « substitution d'importations » (production de produits manufacturés antérieurement importés). Là encore, on reste dans le marché mondial ; ce sont seulement les modalités de la spécialisation internationale qui sont modifiées : le centre fournit désormais des biens d'équipement, qui permettent cette mise en place d'industries légères. Là encore, un « blocage » de la croissance, fondé en dernière analyse sur les exportations agricoles et minières de la périphérie vers le centre, est inévitable.

Cette époque tire-t-elle à sa fin ? Il le semble. Dans les pays de la périphérie les possibilités d'« import substitution » s'épuisent, ce qui se traduit par un ralentissement sensible de l'industrialisation et de la croissance. Dans les pays occidentaux du centre les tensions « déflationnistes » semi-permanentes qui réapparaissent comme la « crise des liquidités internationales », indiqueraient une pause. Le système capitaliste mondial peut certainement surmonter cette situation, il n'y a pas de « crise catastrophique » qui engendrerait d'elle-même la fin apocalyptique du système. Il le cherche, d'ailleurs, dans deux directions qui vont probablement façonner les modalités d'avenir de la spécialisation internationale.

La première de ces directions c'est l'intégration de l'Europe de l'Est dans le réseau des échanges internes du centre, sa modernisation. Des évolutions internes propres à cette région rendent d'ailleurs cette intégration possible, encore que sa forme (sous la houlette russe ou, au contraire, dans « l'indépendance » des États modèle Yougoslave, etc.) fasse l'objet de luttes intenses. La seconde direction possible c'est la spécialisation du tiers monde dans la production industrielle « classique » (y compris celle de biens d'équipement), le centre se réservant les activités ultra-modernes (automation, électronique, conquête de l'espace, atome). Notre époque est en effet celle d'une révolution scientifique et technique extraordinaire. Celle-ci rend caduque les modes « classiques » de l'accumulation, marqués par l'élévation de la composition organique du capital. Le « facteur résiduel » la matière grise devient le facteur principal de la croissance. Cela signifie que les industries ultra-modernes sont caractérisées par une « composition organique du travail » faisant une place relative beaucoup plus grande au travail hautement

qualifié, pour employer les termes très clairs d'A. Emmanuel. Les pays sous-développés se spécialiseraient alors dans les productions « classiques » qui n'exigent que du travail simple, y compris les productions industrielles « lourdes » classiques (sidérurgie, chimie, etc.).

Telles sont donc les différentes modalités passées, présentes et peut être à venir d'une spécialisation internationale inégale qui traduit toujours un mécanisme d'accumulation primitive au profit du centre, maintenant sans cesse bien que dans des formes renouvelées la périphérie dans son rôle. C'est ce mécanisme qui, se traduisant par un écart grandissant dans la rémunération du travail, perpétue et accentue le sous-développement de la périphérie. En même temps, ce développement du sous-développement se traduit par une aggravation des contradictions internes propres aux formations périphériques : un écart grandissant dans les productivités sectorielles à l'intérieur des économies périphériques, écart essentiel pour l'analyse des formations sociales du sous-développement.

#### **4. Harsha Walia, extrait de *Démanteler les frontières. Contre l'impérialisme et le colonialisme* (éditions Lux, 2015)**

Le premier processus structurant de l'impérialisme de frontières concerne les déplacements découlant des déracinements coercitifs inhérents au capitalisme et au colonialisme et à la fortification simultanée des frontières, souvent par les puissances occidentales responsables de ces déplacements, qui rend périlleuse la migration des personnes déplacées. Les déplacements à grande échelle et les conditions précaires dans lesquelles les migrants se trouvent plongés ne sont pas le fait d'une coïncidence, mais constituent le fondement structurel de l'impérialisme de frontières.

L'impérialisme occidental est la principale cause des migrations et déplacements massifs. À titre d'exemple, l'expropriation de 750 000 Palestiniens en 1948 et la subséquente occupation illégale de la Palestine par l'État israélien ont fait des Palestiniens apatrides l'une des plus grandes communautés de réfugiés au monde, comptant aujourd'hui presque cinq millions de personnes. Après deux invasions et les occupations militaires subséquentes, les plus grandes populations de réfugiés des dernières décennies proviennent d'Irak et d'Afghanistan. Après plusieurs décennies d'intrusion étrangère, y compris les occupations menées par les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à partir de 2001, ces deux pays ont été soumis à la destruction de leurs infrastructures, à la privatisation de leurs économies, à l'interférence dans leur gouvernance nationale et à diverses opérations militaires ayant entraîné la mort et la torture de plus d'un million de personnes. Ces interventions répondent à la définition de l'impérialisme formulée par Edward Said, soit « la pratique, la théorie et la mentalité d'une métropole dominatrice qui gouverne un territoire lointain ». Ainsi, l'impérialisme de frontières consiste en l'extension et l'imposition de l'autorité occidentale, les dynamiques actuelles de l'empire mondial servant à maintenir en place les rapports inégaux propres à la domination politique, économique, culturelle et sociale de l'Occident à l'égard de ses colonies.

Non seulement l'impérialisme de frontières rend possibles la transgression et la violation de l'autonomie des communautés non occidentales afin de servir les intérêts de l'empire, mais il refuse aussi toute forme de responsabilité envers ses propres victimes. Les États-Unis, par exemple, malgré leur rhétorique soutenue d'intervention humanitaire (que le géographe politique Derek Gregory qualifie de « gant de velours couvrant la main de fer du colonialisme »), n'ont accepté que 328 réfugiés afghans en 2009. Compte tenu de la responsabilité directe des États-Unis dans le déplacement des Afghans, ce nombre est excessivement bas. De l'ensemble des 4,7 millions de personnes déplacées en Irak et en Afghanistan, la majorité des réfugiés se sont rendus dans les pays limitrophes, comme le Pakistan ou l'Iran<sup>13</sup>. Contrairement à la croyance populaire au sujet de la générosité occidentale et de la grande ouverture des pays occidentaux à l'égard des réfugiés, plus de 80 % des réfugiés du monde résident dans le Sud, dans des pays voisins des leurs.



Le capitalisme est une autre cause profonde de migrations et de déplacements à grande échelle. Les effets de l'ALENA, qui ont entraîné le déplacement de millions de Mexicains en même temps que la fortification de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, offrent un exemple frappant des effets de la mobilité capitaliste sur les tendances migratoires en Amérique du Nord. En vertu de l'ALENA, le gouvernement mexicain a été forcé d'éliminer ses subventions à la culture du maïs, tandis que le celui produit aux États-Unis est resté subventionné, si bien qu'au Mexique même, le maïs états-unien est aujourd'hui meilleur marché que le maïs mexicain. Conséquemment, plus de 15 millions de Mexicains ont été plongés dans la pauvreté, et 1,5 million de paysans ayant perdu leur ferme ont dû migrer aux États-Unis pour se joindre au bassin de main-d'oeuvre sous-rémunérée. Le professeur William Robinson résume ainsi cette dynamique : « La circulation transnationale du capital ainsi que les perturbations et les privations qu'elle cause provoquent en retour la circulation transnationale des travailleurs. En d'autres termes, le capitalisme mondialisé produit des travailleurs immigrants. [...] D'une certaine façon, ce phénomène doit être compris comme une migration forcée, sous contrainte, puisque le capitalisme global exerce une violence structurelle envers des populations entières et rend leur survie impossible dans leur pays d'origine. »

Tandis que ces conditions obligent des millions de Mexicains à occuper des emplois mal rémunérés aux États-Unis, la migration du Mexique vers le sud-ouest des États-Unis (un territoire annexé illégalement en 1846, faut-il le rappeler) est devenue extrêmement périlleuse. Les migrants mexicains déplacés doivent composer avec une frontière hautement fortifiée, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le manque d'hospitalité à l'égard des réfugiés irakiens et afghans mentionnés ci-dessus. « Nous n'avons jamais imaginé devoir identifier des restes humains, comme dans une zone de guerre, mais c'est là où nous en sommes », explique Isabel Garcia, coprésidente de la Coalición de Derechos Humanos, dont le siège se trouve à Tucson, en Arizona. Depuis que des millions de dollars ont été dégagés pour augmenter le nombre de patrouilles et l'intensité de la surveillance à la frontière entre les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'opération Gatekeeper, entrée en vigueur la même année que l'ALENA, l'American Civil Liberties Union estime que 5 600 migrants ont trouvé la mort en tentant de traverser la frontière.

Mary Pat Brady, géographe et théoricienne critique de la race, décrit les décès à la frontière comme « une sorte de peine de mort passive », en fonction de laquelle « les immigrants sont tenus responsables de leur propre mort ». Les femmes sont particulièrement vulnérables à la violence à caractère sexuel perpétrée à la frontière. Selon une représentante de la section Amérique latine et Antilles du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, de 60 à 70 % des femmes migrantes sans papiers traversant la frontière sont victimes de violence sexuelle. L'absence de liberté de circulation pour les migrants et, parallèlement, la complète liberté de circulation du capital sont des éléments déterminants de la guerre permanente caractéristique de l'impérialisme de frontières. Par exemple, immédiatement après le 11-Septembre, les gouvernements du Canada et des États-Unis ont ratifié une Déclaration sur la frontière intelligente visant à garantir que les restrictions frontalières imposées aux migrants ne nuisent pas à l'impératif économique de la libre circulation des biens, services et capitaux à travers la frontière. Ces exemples illustrent comment les déplacements massifs et les migrations dangereuses ne sont pas des processus aléatoires, mais bien, en grande partie, le résultat de diktats structurels. Dans le cadre de l'impérialisme de frontières, le double processus de déplacement et de migration est le produit des trajectoires particulières du colonialisme et du capitalisme. [...]

L'impérialisme de frontières met par ailleurs en lumière la gestion de ces migrations. La géographe politique Reece Jones décrit comment, à eux seuls, trois pays (les États-Unis, l'Inde et Israël) ont construit plus de 6 600 kilomètres de barrières fortifiées le long de leurs frontières sous le prétexte de la « lutte au terrorisme » et à « l'immigration illégale ». Des contrôles frontaliers sont employés afin de dissuader les personnes pour qui la migration est la seule option possible en raison du pillage de leurs communautés et de leurs économies, lequel est facilité par la liberté illimitée conférée au capital et aux forces armées.

[...] La mobilité accrue du capital à travers les frontières est une caractéristique fondamentale du néolibéralisme. La mobilité du capital est facilitée par le statut multinational des entreprises, qui permet à celles-ci d'éviter les règlements sur le travail et les impôts en ayant recours à la sous-traitance, à

l'externalisation et aux systèmes bancaires transnationaux. Les régimes économiques mondiaux tels que les accords de libre-échange et les programmes d'ajustement structurel facilitent également la mobilité du capital en imposant des mesures comme la privatisation, les programmes d'austérité et la transition des services sociaux vers une formule utilisateur-payeur. [...]

Les analyses du capitalisme ignorent généralement le rôle central du territoire et de la colonisation des sociétés autochtones dans le développement du système capitaliste. Dans la théorie marxiste de l'accumulation primitive, les modes de production capitalistes exigent explicitement la conquête et l'esclavage des collectivités, ainsi que la dépossession des territoires dont celles-ci dépendent pour subsister. L'universitaire autochtone Glen Coulthard explique que le colonialisme « a ouvert de force à la privatisation (c'est-à-dire à l'expropriation) ce qui était jadis des ressources et des territoires détenus collectivement, produisant ainsi au fil du temps une “classe” de travailleurs forcés, pour survivre, d'intégrer le marché du travail, lui-même caractérisé par l'exploitation (c'est-à-dire la prolétarianisation) ». Les intérêts coloniaux et capitalistes continuent d'exproprier les Autochtones, dépossédant ainsi ces nations de leurs territoires et de leurs moyens de subsistance, en particulier dans les colonies de peuplement, mais ailleurs aussi.

##### **5. Claude Serfati, « Qui s'intéresse encore à l'impérialisme français ? », entretien pour la revue *Période* (2016)**

La place économique de la France dans le monde décline. La France est peu orientée vers les marchés non-Européens, notamment vers les pays émergents comme la Chine ou le Brésil. Le témoignage du déclin français se concentre en Europe où l'industrie affiche les plus forts déficits extérieurs. Les difficultés économiques prennent également la forme du dépassement des normes de Bruxelles, des sanctions qui sont décidées, bien qu'elles ne soient pas mises en œuvre. Cette position de faiblesse, alors même que les gouvernements français acceptent d'être soumis aux critères d'austérité Européens est exploitée par Le Pen.

Cette faiblesse de la position française se manifeste aussi dans l'écart croissant au sein du couple franco-allemand. C'est un couple absolument vital pour l'Europe, pour des raisons historiques évidentes, et les divergences d'évolution économiques et qui se traduisent dans le social (le chômage) sont croissantes. Dans cette situation, les gouvernements Français cherchent à maintenir leur pouvoir militaire alors que l'influence économique est déclinante, ce qui est toujours historiquement une source de problèmes. Dans l'histoire du capitalisme, la puissance militaire est allée traditionnellement de pair avec la puissance économique. La France est bien sûr encore un pays économiquement puissant, en particulier grâce à son capital financier, mais il y a un enlèvement industriel continu. Donc la politique militaire apparaît encore plus essentielle parce que l'autre facteur de puissance s'effrite. Les gouvernements français mobilisent la puissance militaire, alors qu'ils ont peu de prise sur le pied économique, puisqu'ils ne veulent pas s'attaquer aux causes réelles de la crise économique. Leur politique ne va pas redresser le capitalisme français en exonérant les patrons de charges sociales.

Il y a plusieurs facteurs à la résurgence du militarisme. Il y a le facteur historique : la France s'est construite comme une puissance militaire. La France est d'ailleurs restée une puissance militaire et la façon dont elle a entretenu des liens avec les anciennes colonies est singulière. Il n'y a aucun pays développé où l'ingérence militaire et l'influence économique sont aussi liées qu'elles ne le sont dans les relations de la France avec l'Afrique subsaharienne. [...] Ce type d'inter-relations entre ingérence militaire et influence économique s'est perpétué et consolidé depuis cinquante ans, il ne demande qu'à se renforcer dans certaines conjectures, par exemple celle ouverte par la crise économique depuis les années 2000.

Dans ce contexte de crise économique, d'affaiblissement politique du statut de la France en Europe, les pulsions militaristes sont également stimulées par des forces internes au méso-système de l'armement. Par exemple les industriels dont certains sont d'autant plus importants qu'ils contrôlent une partie de la presse, sont influents au parlement via les groupes interparlementaires d'amis d'industrie de l'armement.

Ou encore les militaires qui s'appuient sur cette évidence que le matériel militaire doit être utilisé dans les conditions réelles pour prouver son efficacité opérationnelle.

Quant à l'argument selon lequel cela redresse les sondages d'opinions, je n'y crois pas. On a vu avec Sarkozy et Hollande que ça ne marche pas. C'est un argument inutile. Il n'y a pas besoin de ce facteur. Les pulsions militaristes actuelles renvoient à la fois à des causes historiques (permanence du rôle du militaire) structurelles – crise économique et affaiblissement politique de la position de la France- et à des facteurs internes au système militaro-industriel.

Le rôle du système militaro-industriel dans le sursaut interventionniste confirme qu'il existe un autonomie des institutions étatiques qui sont dotées de puissance socio-politique. Ce n'est pas Bercy qui pousse à la guerre, ils envoient même sans doute régulièrement des notes pour tenter de savonner la planche du budget de défense tout comme la Cour des comptes. Il n'y pas de conflits significatifs entre les différentes composantes étatiques, mais c'est l'institution militaire qui par définition est la plus orientée vers l'intervention militaire.

Je reviens sur ce qui se passe en Europe avec le couple franco-allemand. Plus l'écart économique se creuse avec l'Allemagne et plus la France, pour toutes les raisons que je viens d'évoquer, utilise le bras militaire comme un outil vis-à-vis de l'Allemagne. Non pas pour la convaincre d'aller faire la guerre, parce qu'on a compris depuis cinq ou six ans que l'Allemagne ne céderait pas : Merkel a refusé d'aller en Libye et ça a été la dernière tentative d'associer militairement l'Allemagne, y compris en Afrique. La France n'insiste même plus pour que l'UE l'accompagne lorsqu'elle décide d'intervenir. En revanche, l'interventionnisme militaire permet à la France d'afficher sa puissance. « Vous avez la guerre à nos portes, des ennemis intérieurs partout en Europe. C'est bien beau d'être fort économiquement mais il faut aussi être fort militairement et nous en France, on sait faire ». L'argumentation suscite des réserves de nombreux pays européens, qui sont inquiets que l'engrenage militariste ne suscite en retour des attentats sur leur sol.

*Peut-on réduire la politique étrangère française à une politique néo-coloniale ?*

Il y a deux piliers qui maintiennent le statut politique de la France dans le monde, le nucléaire et l'Afrique. Il est donc évident que l'accélération de l'interventionnisme en Afrique, dans le contexte que j'ai décrit, vise à garder ce qui est vital pour l'impérialisme français. Vital économiquement, parce qu'il y a de nombreux réseaux de grands groupes bancaires et industriels qui y sont installés. Songez également à l'uranium au Niger. En plus des enjeux économiques, l'Afrique est également vitale sur le plan politique. Si la France n'allait pas en Afrique pour faire la guerre, si elle n'avait pas 8000 soldats présents sur place, si elle n'utilisait pas les avions Rafales dans le désert malien, elle minerait son statut de puissance militaire mondiale. Ne resterait que le nucléaire, qui ne suffirait pas. Les deux piliers demeurent nécessaires pour la France.

*Est-ce que les interventions en Syrie, au Mali et en Libye relèvent d'une même logique ?*

Il n'y a pas eu de rupture entre Sarkozy et Hollande, au contraire il y a un approfondissement de la voie ouverte par Sarkozy. Les raisons que j'ai évoquées sont les mêmes : la tradition militariste de la France, la place de l'Afrique pour le statut de la France. Cependant, la crise économique et l'incapacité des classes dominantes et leurs gouvernements d'y faire face, les effets que cela a sur le couple franco-allemand, essentiel pour la France puisque l'Europe représente plus de 65% de ses échanges commerciaux de l'industrie française sans même parler de l'euro, ont des effets de plus en plus profonds. Ceci pourrait expliquer que Hollande qui n'était pas prédestiné à faire cela – on ne pouvait pas considérer en 2012 que c'était un chef de guerre – l'a fait.

Le problème, c'est que ce n'est pas seulement la situation française qui s'aggrave mais la situation mondiale et celle existant dans la région d'interventions militaires. Le spectre d'un enlisement tel que les États-Unis connaissent en Irak inquiète et conduit certains dans les classes dirigeantes françaises à adopter des positions très réservées sur l'engouement actuel de notre président pour l'Arabie saoudite.

Il y a des fractions politiques, surtout chez les gaullistes, qui regrettent que l'on se lie autant à l'Arabie Saoudite. D'abord parce que l'Iran est un marché qu'ils jugent plus prometteur que celui de l'Arabie Saoudite. C'est un vrai marché, avec une vraie culture, avec des consommateurs etc. Ensuite, pour des raisons politiques puisqu'il n'est pas sûr que l'Arabie Saoudite soit aussi solide que l'Iran, elle l'est même sans doute beaucoup moins.

Il existe donc dans les sphères dirigeantes des inquiétudes sur la soumission de diplomatie française à l'Arabie Saoudite. Ces inquiétudes trouvent très peu d'expression publique. Une raison à ce silence 'en haut' est l'extrême faiblesse d'un mouvement anti-guerre 'en bas'. La situation que connaît la France est très différente de celle qui existe en Grande-Bretagne. Des campagnes massives pour que cessent les très importantes ventes d'armes à l'Arabie Saoudite sont engagées par le mouvement 'Stop the war coalition'. Une commission d'enquête parlementaire sur les financements d'ISIS a été créée, alors qu'une telle investigation est refusée au Parlement français.

Les premières auditions de cette commission sont disponibles. Les députés acculent les représentants du gouvernement afin que ceux-ci reconnaissent publiquement ce qu'ils avaient insinué il y a quelques mois, c'est-à-dire que l'Arabie Saoudite a financé ISIS.

#### **6. Utsa Panaik, extrait d' « Histoire agraire et impérialisme » (entretien paru dans la *Review of African Political Economy*, traduit par *Contretemps*)**

Lénine avait raison concernant l'importance générale des exportations de capitaux, en s'appuyant sur des données de J.A. Hobson. Mais les informations académiques auxquelles ils avaient accès il y a un siècle étaient extrêmement limitées. On ne peut attendre d'un individu comme Lénine qu'il mène une révolution en Russie et qu'il fasse des recherches détaillées sur l'exploitation coloniale dans le même temps ! Plus tard, un ensemble de données historiques des Nations Unies, liées au commerce, compilées en 1942 et en 1962, ont montré que c'était les colonies tropicales qui avaient d'importants surplus commerciaux et gagnaient de l'or et des échanges internationaux du monde. Si l'on regarde plus en détail, on découvre qu'en fait les métropoles ont saisi l'intégralité des gains des colonies et que cela a permis aux métropoles d'exporter des capitaux vers des régions de peuplement européen. Les producteurs coloniaux des biens exportés n'ont jamais été payés pour leurs exportations, car le « paiement » provenait des taxes perçues auprès de ces mêmes producteurs.

Une fois qu'on l'explique, ce mécanisme apparaît comme relativement simple, mais avant qu'il ne soit expliqué, il n'était pas si aisé à comprendre. Ce n'est qu'à travers l'étude intensive des données liées au commerce indien et britannique, sur de nombreuses années, que j'ai pu voir émerger les tendances réelles. La question que je me suis posée portait sur le fait que s'il y avait un excédent en Inde, qui était énorme comparé à la Grande-Bretagne, qui était très petite en termes de ressources, cela aurait dû ressortir quelque part dans les statistiques britanniques. Mais alors pourquoi aucun historien de l'industrialisation britannique, pas même Eric Hobsbawm qui était marxiste, ne fait jamais référence, même dans une note de bas de page, à la littérature indienne sur le drainage des richesses ?

Je me suis rendu compte que les estimations des historiens britanniques concernant le commerce de leur propre pays étaient fausses. Phyllis Deane et W.A. Cole ont publié en 1967 leur étude *British Economic Growth 1688-1959*, qui était une lecture standard pour quiconque souhaitait s'y connaître en histoire économique de la Grande-Bretagne. Pourtant, ils ont utilisé une mauvaise définition de « commerce », une définition qui ne se trouve dans aucun manuel de macroéconomie – qui n'est utilisé ni par la Banque Mondiale, ni par la CNUCED ou le FMI, les organismes qui présentent les données commerciales pour chaque pays. Deane et Cole ont totalement laissé de côté les réexportations et n'ont mesuré qu'une partie et non la totalité du commerce britannique. Ils y ont ajouté les importations utilisées au sein de leur pays et les exportations de leurs propres biens. Mais la définition correcte inclut la totalité des importations plus le total des exportations, y compris les importations réexportées. J'ai retravaillé les données utilisées par Deane et Cole pour les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. En 1800, le commerce réel était de 82 millions de livres, mais le chiffre que nous donnent Deane et Cole est 51 millions de livres ! Le taux

correct de commerce relatif au PIB était de 56 % à cette date et non 34 % comme ils l'affirment. Il est très important, pour nous, de regarder ce que font les universitaires du Nord avec leurs propres données, mais nous restons intellectuellement colonisés et nous prenons cela pour acquis : puisqu'ils sont professeurs à Cambridge, c'est qu'ils doivent avoir raison, mais très souvent ce n'est pas le cas.

Ce que la Grande-Bretagne recevait de ses colonies, indiennes ou autres, était un pouvoir d'achat international en prenant ces biens comme l'équivalent d'une taxe. C'était un système très intelligent. Mais les producteurs eux-mêmes ne réalisaient pas qu'ils n'étaient pas payés, car l'agent gouvernemental qui leur achetait leur production différait de l'agent qui percevait l'argent de leurs impôts et les transactions avaient lieu à des moments différents, ils n'ont donc pas fait le rapprochement entre les deux et n'ont pas réalisé qu'une partie de leur propre argent leur revenait, ce qui impliquait qu'ils n'étaient, dans les faits, pas payés, mais étaient taxés de leurs biens. Supposons que vous êtes un fermier au Liban et que je suis la puissance étrangère qui prend 100 livres de taxes. J'utilise 50 de ces livres pour acheter vos fruits à l'exportation. Vous pensez qu'il s'agit d'une transaction marchande tout à fait normale puisque vous recevez de l'argent pour vos fruits tout comme vous en recevriez d'un acheteur local. Mais il ne s'agit en fait pas d'une transaction normale, car, en réalité, vous n'êtes pas payés. Une partie des taxes que vous avez payées en argent est simplement convertie en biens.

Phyllis Deane a écrit un livre intitulé *The First Industrial Revolution*, en 1965, dans lequel elle consacre un chapitre entier à l'importance des réexportations en ce qu'elles ont permis à la Grande-Bretagne d'acheter des biens stratégiques d'Europe continentale et d'Amérique du Nord. Puis, en 1967, deux ans après, elle publiait le livre coécrit avec Cole, dans lequel cette analyse était totalement occultée, les réexportations avaient été supprimées de la série de données, fournissant ainsi de fausses estimations. Cela a-t-il été délibéré ou s'agissait-il simplement d'une confusion conceptuelle ? Nous ne le saurons jamais. Peu importe, mais le fait est qu'il s'agit d'une fausse estimation.

Toutes les analyses sur la croissance économique britannique ignorent complètement le drainage des richesses des colonies. Ces analyses sont donc incomplètes d'un point de vue théorique et analytique. En fait, la qualité du travail universitaire sur la croissance économique britannique est elle-même assez pauvre selon moi, car celui-ci est incapable d'expliquer pourquoi ce pays a été le premier à s'industrialiser. Naturellement, car le fait qu'il avait déjà le plus grand empire au monde n'est pas pris en compte. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, après la grande rébellion de 1857-59 en Inde, la gouvernance indienne est passée de l'East India Company à la couronne britannique. Ils ont mis en place un mécanisme d'apparence plus compliqué pour s'emparer de nos revenus, mais qui restait en réalité très simple, en utilisant des lettres de change. Le ministre en charge des affaires indiennes en Grande-Bretagne était nommé secrétaire d'État pour l'Inde. À cette époque, les produits indiens étaient directement envoyés aux quatre coins du monde. Le secrétaire d'État pour l'Inde a dit, en conseil, aux importateurs étrangers de produits indiens qui devaient payer leurs importations : « Vous me remettez votre or ou vos livres sterling ou votre propre monnaie à Londres, en échange d'une lettre d'une valeur équivalente en Roupies que vous pouvez envoyer aux exportateurs indiens afin qu'ils l'encaissent en Roupies en Inde. » Ainsi, tout l'or et toutes les devises étrangères qu'avaient gagnés les producteurs indiens, le pouvoir d'achat international, sont allés sur le compte du secrétaire d'État à Londres, afin d'être utilisés par la Grande-Bretagne. Les exportateurs en Inde recevant des lettres d'échange les déposaient dans les banques afin qu'elles soient émises en Roupies, mais pas de la manière ordinaire – les Roupies pour encaisser les lettres étaient payées aux banques par le Trésor de l'Inde, sur le budget. Environ un tiers du budget allait à l'encaissement des lettres, une utilisation tout à fait anormale des fonds du budget que l'on ne voit dans aucun pays souverain. Disons que j'exporte, dans l'Inde indépendante d'aujourd'hui, pour 1000 \$ de marchandises vers les États-Unis. Les dollars arrivent à la Reserve Bank of India (RBI) qui conserve bien évidemment les dollars, qu'elle ajoute à la capacité d'achat international de l'Inde. Mais au taux d'échange actuel de 70 Rs. par dollar, la RBI me fait gagner 70 000 roupies qui ne sont en aucune manière liées au budget. Mais dans l'Inde coloniale, nos gains de l'étranger ne revenaient jamais au pays, de plus la valeur de la Roupie n'était en fait jamais payée aux producteurs puisqu'ils étaient floués par l'utilisation du paiement de leurs propres taxes pour se rembourser sur le budget. C'est pour cela que le surplus à l'exportation était une juste mesure du transfert massif de nos gains réalisés à l'étranger vers la Grande-Bretagne, et nos producteurs sont devenus de

plus en plus pauvres au fur et à mesure qu'ils exportaient puisqu'ils étaient alors taxés de manière encore plus forte.

Supposons que nous ayons reçu ne serait-ce qu'un quart des sommes massives gagnées grâce aux échanges internationaux. Nous aurions ce surplus d'exportation depuis le premier jour, depuis 1765. Alors nous aurions pu importer la technologie nécessaire afin de mettre sur pieds une structure industrielle moderne des décennies avant que le Japon ne commence à le faire, après la restauration Meiji de 1867. Mais pas un seul dollar, pas une seule livre sterling des revenus du surplus d'exportation n'a pu revenir. C'est la beauté du système avec lequel la Grande-Bretagne a opéré depuis son propre point de vue et grâce auquel ils ont obtenu cet important pouvoir d'achat international. Selon les données de l'ONU des trois décennies se terminant en 1928, l'Inde avait gagné le deuxième plus grand surplus d'exportation au monde, derrière les États-Unis.

J'ai estimé que le drainage des richesses de l'Inde vers la Grande-Bretagne pour la période s'étendant de 1765 à 1938 s'élève à 9,2 milliards de livres (ce qui équivaut à 45 milliards de dollars) en utilisant les revenus du surplus d'exportation d'Inde comme mesure avec une capitalisation à un taux d'intérêt bas de 5 %.

En utilisant son contrôle politique pour se saisir des importants revenus du surplus d'exportation de l'Inde et de ses autres colonies pour son propre usage, la Grande-Bretagne pouvait devenir le plus grand exportateur de capitaux au monde et permettre le déploiement de l'industrialisation capitaliste à des régions de colonialisme de peuplement européen. Pendant les cinquante années ayant suivi 1870, elle a importé bien plus que ce qu'elle n'a exporté depuis le continent européen et l'Amérique du Nord – c'est-à-dire qu'avec ces régions, les comptes courants étaient en déficit. Pourtant, elle exportait de vastes capitaux vers ces mêmes régions pour développer les infrastructures, donc les comptes courants étaient aussi en déficit avec eux. (Rappelez-vous que les exportations de capitaux, contrairement aux exportations de biens, sont un élément négatif et, en temps normal, un pays devrait avoir un excédent de la balance des opérations courantes afin de pouvoir exporter des capitaux, car la balance des paiements doit toujours être équilibrée). Le déficit de la balance des paiements, qui augmentait rapidement, avec l'Europe et l'Amérique du Nord, n'était possible que parce qu'elle s'est saisie de tous les revenus de ses colonies afin de payer ces déficits. Ainsi, la totalité du monde industrialisé avancé d'aujourd'hui a bénéficié, de manière parasitaire, des richesses drainées depuis les colonies.